

LA BELGIQUE FACE À SON

L'histoire de la colonisation belge est non seulement faite de crimes et d'exploitation, mais aussi de propagande et de racisme. Ces derniers perdurent par-delà la décolonisation. Mais des voix se lèvent pour les combattre.

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Pendant quatre-vingt ans, l'histoire de la Belgique a été celle d'une puissance coloniale. Celle-ci commence en 1885, lorsque les grandes puissances reconnaissent la souveraineté personnelle du Roi des Belges, Léopold II, sur l'Etat indépendant du Congo. Cette histoire coloniale se poursuit jusqu'aux indépendances des années 1960, en passant par la reprise formelle de la colonie congolaise par l'Etat belge en 1908 et, au lendemain de la Première Guerre mondiale, par celle des anciennes colonies allemandes du Ruanda-Urundi. Cette période coloniale, qui concerne près de la moitié de l'histoire de la Belgique, s'est accompagnée de la mise en œuvre d'une propagande raciste massive en vue de légitimer la colonisation dans l'esprit de l'ensemble de la population belge.

Du racisme colonial...

La domination du colonisateur sur le colonisé s'est accompagnée, sous le couvert du paternalisme, de la promotion d'une vision raciste de son histoire et de son humanité. Le discours prononcé par le roi des Belges le 30 juin 1960, lors de la cérémonie d'indépendance

... au racisme postcolonial

Force est de constater que ces « vérités désagréables », en particulier celles concernant les crimes coloniaux, font l'objet d'une forme de déni officiel (exception faite de la commission parlementaire d'enquête sur l'assassinat du Premier ministre Lumumba de 2001 – dont les recommandations sont restées sans suite –, et de quelques initiatives isolées). Sans être explicitement considérés comme des « détails de l'histoire », en Belgique, les crimes coloniaux ne sont bien souvent consi-

**Les « vérités désagréables »
concernant les crimes coloniaux font
l'objet d'une forme de déni officiel.**

du Congo (*lire l'encadré en p. 7*) est illustratif de cette vision. Selon celle-ci, la colonisation n'est pas une conquête en vue de l'exploitation, mais une œuvre de civilisation des Congolais et même de libération par rapport au joug de l'« esclavagisme arabe ».

Durant la période coloniale, la quasi-totalité des institutions belges (Royauté, Etat, Eglise, Entreprises, Partis politiques, Ecole, Université, Presse...) ont activement participé à la colonisation et à la propagande coloniale raciste.

Dépeuplement de plusieurs millions de Congolais durant « l'œuvre civilisatrice » léopoldienne et belge, atrocités, travail forcé, assassinats politiques, etc : l'ensemble de ces crimes, tout comme le caractère fondamentalement raciste de la colonisation, devraient être formellement établis, reconnus par les institutions qui y ont participé. Cette connaissance de l'histoire coloniale de leur pays devrait être partagée par l'ensemble de la population.



PASSÉ COLONIAL

dérés que comme des faits controversés, des « abus », des « dérapages » uniquement liés à la période de gestion léopoldienne, ou encore comme des manipulations issues d'une propagande impériale concurrente (Angleterre).

Quant à la propagande coloniale de masse, si elle s'est arrêtée après l'indépendance, ses effets se font encore sentir aujourd'hui : on le voit aux stéréotypes que les Belges véhiculent sur les Congolais, à l'histoire de la colonisation enseignée ou non enseignée dans les écoles, aux discriminations sur le marché du travail, ou encore à la non-reconnaissance belge des crimes coloniaux.

Dans ce contexte, faut-il s'étonner que la Belgique ait actuellement un secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration qui, quelques années à peine avant son entrée en fonction, déclarait : « *Je peux me figurer quelque chose concernant la valeur ajoutée des diasporas juive, chinoise et indienne, mais moins concernant la (diaspora) marocaine, congolaise ou algérienne* » ? Faut-il s'étonner que le ministre de l'Intérieur puisse, sans devoir démissionner, stigmatiser une partie de la population par des déclarations abjectes selon lesquelles « une partie significative de la communauté musulmane a dansé à l'occasion des attentats » ? Faut-il s'étonner que, faute de connaître leur histoire, les citoyens belges soient toujours aussi prompts aujourd'hui à avaler des discours qui opposent la « civilisation occidentale » à des peuples « inférieurs » ? Qu'ils soient toujours prêts à accorder foi aux prétendues « guerres humanitaires », qui masquent en fait des objectifs financiers ? Faut-il s'étonner des discriminations que subissent aujourd'hui, en Belgique, les personnes d'origine subsaharienne en matière d'accès à l'emploi ou à un logement ?

Des initiatives sont prises pour faire le point sur les effets de l'amnésie de la Belgique par rapport à son histoire coloniale et à son racisme d'Etat, mais aussi pour tenter d'en sortir. Nous sommes heureux d'y donner un écho dans ces pages. Certaines émanent de la diaspora africaine de Belgique, tel le Collectif mémoire coloniale, qui continue à porter le flambeau de Patrice Lumumba pour contester la version belge officielle de l'histoire de la colonisation. Nous avons également le plaisir de donner écho à l'action de l'ONG « CEC – Coopération Education Culture », qui a réalisé un travail remarquable de « dévoilement de la propagande coloniale ».

Nous espérons pouvoir approfondir ce sujet dans nos prochains numéros avec des historiens, faire le point sur la question de l'enseignement de l'histoire coloniale belge, sur la reconnaissance des crimes coloniaux. Le Collectif solidarité contre l'exclusion (CSCE) a pour objet de lutter contre l'exclusion « en élucidant, en désignant et en combattant les mécanismes (économiques, sociaux, idéologiques) qui la produisent. » Le racisme et la manipulation de l'histoire par les dominants en font assurément partie. Les combattre est un engagement de longue haleine. □

□ □ □

BAUDOIN : « L'ŒUVRE CIVILISATRICE »

« L'indépendance du Congo constitue l'aboutissement de l'œuvre conçue par le génie du roi Léopold II, entreprise par lui avec un courage tenace et continuée avec persévérance par la Belgique. (...) Pendant 80 ans la Belgique a envoyé sur votre sol les meilleurs de ses fils, d'abord pour délivrer le bassin du Congo de l'odieux trafic esclavagiste qui décimait ses populations, ensuite pour rapprocher les unes des autres les ethnies qui jadis ennemies s'apprêtaient à constituer ensemble le plus grand des États indépendants d'Afrique ; enfin pour appeler à une vie plus heureuse les diverses régions du Congo que vous représentez ici unies en un même Parlement. En ce moment historique, notre pensée à tous

doit se tourner vers les pionniers de l'émancipation africaine et vers ceux qui, après eux, ont fait du Congo ce qu'il est aujourd'hui. Ils méritent à la fois NOTRE admiration et VOTRE reconnaissance, car ce sont eux qui, consacrant tous leurs efforts et même leur vie à un grand idéal, vous ont apporté la paix et ont enrichi votre patrimoine moral et matériel. Il faut que jamais ils ne soient oubliés, ni par la Belgique, ni par le Congo. Lorsque Léopold II a entrepris la grande œuvre qui trouve aujourd'hui son couronnement, Il ne s'est pas présenté à vous en conquérant mais en civilisateur. (...) Que Dieu protège le Congo. »

Baudouin I^{er}, roi des Belges,
30 juin 1960.

□ □ □

LUMUMBA : « DES SOUFFRANCES ATROCES »

« (...) Ce que fut notre sort en 80 ans de régime colonialiste, nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions le chasser de notre mémoire. Nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou nous loger décentement, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres. Qui oublierait qu'à un Noir on disait "tu", non certes comme à un ami, mais parce que le "vous" honorable était réservé aux seuls Blancs ? Nous avons connu que nos terres furent spoliées au nom de textes prétendument légaux qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort. Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon

qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir : accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres. Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses ; exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort elle-même. Nous avons connu qu'il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillotes croulantes pour les Noirs ; qu'un Noir n'était admis ni dans les cinémas, ni dans les restaurants, ni dans les magasins dits européens ; qu'un Noir voyageait à même la coque des péniches, aux pieds du Blanc dans sa cabine de luxe. (...) Vive l'Indépendance et l'Unité africaine ! Vive le Congo indépendant et souverain ! »

Patrice Emery Lumumba,
Premier ministre du Congo,
30 juin 1960.

SORTIR DU COLONIALISME,

Le Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations revendique la reconnaissance des crimes coloniaux belges et l'enseignement de l'histoire de la colonisation. Rencontre.

Propos recueillis par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Depuis quelques années, le Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations s'engage pour que la Belgique entreprenne un travail de « décolonisation mentale ». Calvin Soiresse Njall en est le coordinateur. Avec lui, nous revenons sur les origines de cette initiative, sur son déploiement, ses revendications, et l'accueil que lui réserve le monde politique belge.

Ensemble ! Comment est né votre collectif ?

Kalvin Soiresse Njall : Il est né en 2012, suite à un constat et à une fracture. Un ensemble d'associations regroupant des communautés africaines et afro-descendantes ont posé le constat qu'il n'y aurait pas de sortie de la situation de précarité économique et sociale qu'elles connaissaient actuellement en Belgique sans que soit mené à bien un travail collectif de « décolonisation mentale ». Les stéréotypes que nous subissons, les préjugés et les discriminations qui nous frappent, ont un lien profond avec une mentalité coloniale qui persiste dans la société belge. Et ce aussi bien dans les rangs des employeurs que des propriétaires d'appartements, des citoyens que des mandataires politiques. Cette décolonisation des esprits ne doit pas seulement concerner les Africains et afro-descendants, mais toute la société. On ne peut pas envisager aujourd'hui les discriminations et le racisme sans revenir sur les 80 années d'histoire coloniale, qui n'ont pas laissé des



notre autonomie en 2012, ce qui s'est traduit par l'organisation d'un colloque de fondation, dans lequel nous avons défini un certain nombre de revendications.

Au niveau mémoriel, nous avons mis en place des visites guidées du patrimoine colonial. Un certain nombre de rues ont des noms qui glorifient l'histoire coloniale belge, il en est de même de statues, de bâtiments. Mais la population ne sait pas vraiment de quoi il s'agit, pourquoi cela a été réalisé. Ces noms de rues et de bâtiments véhiculent insidieusement un message

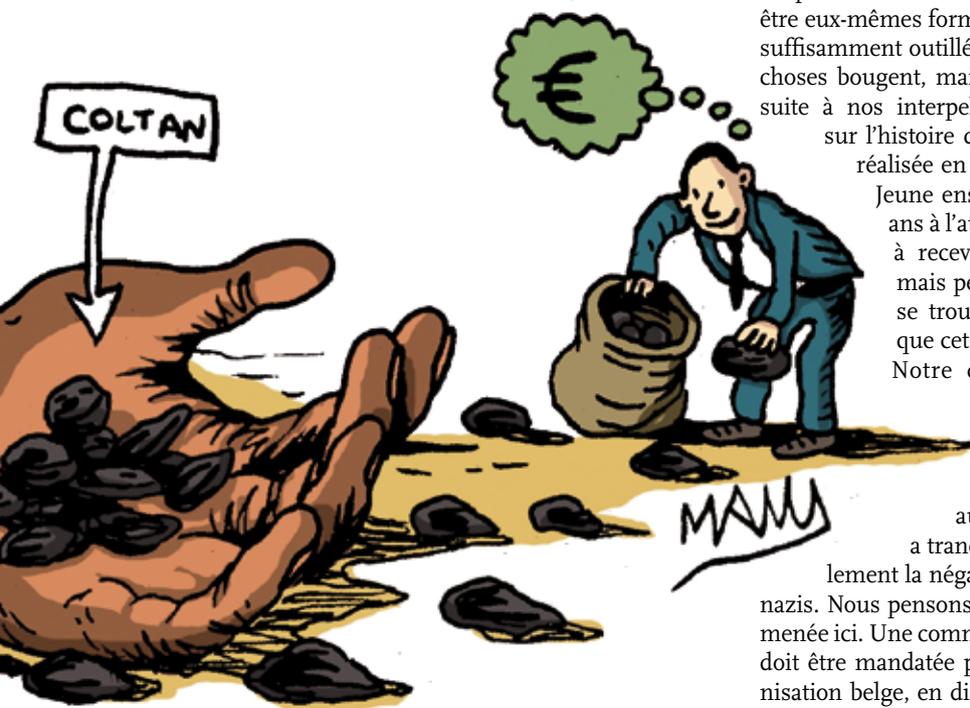
L'histoire de l'Afrique et des communautés africaines n'a actuellement aucune caisse de résonance.

traces uniquement dans le patrimoine urbain, mais également dans les mentalités et les esprits.

Plusieurs associations africaines (Moja, Bayaya Asbl, Sous l'Arbre à Palabre, Afrikaans Platform...) rencontraient cette problématique, mais sans avoir rassemblé leurs forces pour mener un travail spécifique. Nous voulons nous attaquer au problème d'identité qui frappe les afro-descendants qui vivent en Belgique. Il existe notamment un phénomène de « désaffiliation citoyenne » qui touche les jeunes : ils ont l'impression d'être rejetés, ne se sentent pas appartenir à ce pays. Dans un premier temps, en 2009, nous avons pensé pouvoir mener cette initiative en partenariat avec le Mrax (Mouvement pour la Lutte Contre le Racisme), alors dirigé par Radouane Bouhlal. Mais cette collaboration ne s'est pas avérée fructueuse, et nous avons pris

de propagande coloniale : la Belgique aurait apporté aux peuples sauvages du Congo les bienfaits de la civilisation. Or cette idée que les Noirs n'étaient rien avant la colonisation a un impact direct sur la façon dont les Noirs sont perçus aujourd'hui. Il est donc important, pour nous, de permettre à la population de décoder et de déconstruire le message de propagande véhiculé par ce patrimoine. Nous avons également développé, en partenariat avec le Musée royal de l'Afrique centrale (que Guido Gryseels, le nouveau directeur, veut transformer en profondeur) et avec l'ASBL Change, une série de conférences sur l'histoire de l'Afrique et de ses diasporas. Nous menons des actions pour obtenir qu'une place publique soit dédiée à Patrice Lumumba à Ixelles. Nous allons à la rencontre des citoyens, et pas seulement de personnes noires ou afro-descendantes,

RECONNAÎTRE SES CRIMES



nous participons à des animations dans des écoles... Nous avons également mis en place un certain nombre de commémorations : celle de l'assassinat de Patrice Emery Lumumba le 17 janvier, celle de l'indépendance du Congo, le 30 juin 1960, celle de la mort (de froid), en 1897, de sept Congolais, dans le « village congolais » de l'Exposition universelle de Tervuren... Nous menons également un travail de lobbying politique pour faire en sorte que la Belgique reconnaisse les crimes de toute sorte qui ont été commis au Congo, et qu'elle mène un travail scientifique pour les documenter. Nous pourrions nous inspirer de ce qui a été fait concernant la participation de l'Etat belge à la persécution des juifs de Belgique durant la Seconde Guerre mondiale, avec notamment l'appui du Centre d'études et de documentation Guerre et Sociétés contemporaines (Ceges). Enfin, nous sommes également intervenus auprès de responsables politiques pour obtenir une modification de l'organisation de l'octroi des équivalences de diplômes pour les étudiants africains.

Quels sont précisément les crimes coloniaux dont vous demandez la reconnaissance ?

Ces revendications sont détaillées dans notre charte fondatrice. La première chose que nous demandons, c'est qu'il y ait, dans l'enseignement secondaire, un enseignement obligatoire de l'histoire de la colonisation belge. Aujourd'hui, cette histoire est peut-être enseignée à 5 % des élèves. Les professeurs choisissent plutôt, par exemple, d'enseigner la colonisation espagnole et portugaise des Amériques. Nous pensons que le pouvoir politique doit imposer l'enseignement de l'histoire de la colonisation belge, qui nous concerne

au premier chef. Les enseignants doivent également être eux-mêmes formés de façon spécifique, afin d'être suffisamment outillés pour aborder cette matière. Des choses bougent, mais trop timidement. Par exemple, suite à nos interpellations, une valise pédagogique sur l'histoire de la colonisation du Congo a été réalisée en Communauté française, en 2013.

Jeune enseignant, je suis arrivé voici deux ans à l'athénée de Nivelles, et j'ai demandé à recevoir cette mallette pédagogique... mais personne n'a pu m'indiquer où elle se trouvait. Rien n'a été entrepris pour que cet outil soit réellement utilisé.

Notre deuxième revendication est la reconnaissance politique des crimes. Il y a un débat historique sur les faits, sur les chiffres. C'était également le cas autour du génocide des juifs. L'Etat a tranché, au point de condamner pénalement la négation du génocide des juifs par les nazis. Nous pensons que la même démarche doit être menée ici. Une commission internationale d'historiens doit être mandatée pour établir les crimes de la colonisation belge, en distinguant la période léopoldienne de celle de la reprise par l'Etat belge, mais sans nier leur continuité, et en ouvrant toutes les archives. Nous demandons que l'Etat belge reconnaisse ces crimes, et qu'il demande pardon aux descendants des victimes. Ce ne sont pas seulement des crimes physiques qui ont été commis, mais bien des destructions de civilisation. Cette reconnaissance devrait être inscrite dans la mémoire collective, notamment à travers l'érection de monuments bien visibles de tous. Il faudrait créer un institut spécifiquement dédié à l'étude de cette histoire et à la transmission de cette mémoire. L'histoire de l'Afrique et des communautés africaines n'a actuellement aucune caisse de résonance. Au Musée de Tervuren, ce sont des pièces qui sont exposées, ce n'est pas une histoire qui est transmise.



LECTURES

Les conseils de lectures de Soïresse Njall pour mieux connaître l'histoire de la colonisation belge :

Marc Ferro (Dir) : *Le livre noir du colonialisme, XVI^e-XX^e siècle : de l'extermination à la repentance*, 2003.

Jean-Marie Mutamba Makombo : *L'Histoire du Congo par les textes*, Editions Universitaires Africaines, Kinshasa.

Jules Marchal : *E.D. Morel contre Léopold II : L'Histoire du Congo, 1900-1910*, 2 volumes, L'Harmattan, 1996.

Jules Marchal : *Travail forcé pour le cuivre et pour l'or : L'Histoire du Congo, 1910-1945*, Borgloon, Ed. Paula Bellings, 1999.

Jules Marchal : *Travail forcé pour le rail : L'histoire du Congo 1910-1945*, Borgloon, Ed. Paula Bellings, 2000.

M'BOKOLO : « DES PRATIQUES DE GÉNOCIDE »

Le Monde : A propos de la colonisation, certains parlent de génocide.

Qu'en pensez-vous ? (1)

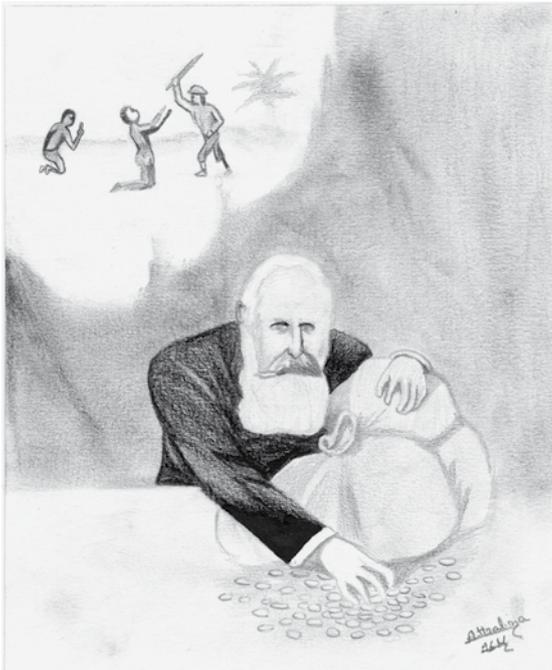
Elikia M'Bokolo : A certains moments, c'est un terme qu'on peut utiliser. A d'autres, non. Côté français, en Afrique de l'Ouest et centrale, il y a une surmortalité, les victimes ne meurent pas en raison de leur « genre », mais à cause d'un système, et parmi ceux qui tuent il y a des Noirs. La colonisation allemande entraîne des massacres (peut-être 800 000 à 1 million de morts), notamment en Namibie, sous le gouverneur Von Trotha. Dans le Congo de Léopold II, la mise en oeuvre d'un système d'exploitation (ivoire, caoutchouc) a conduit à des pratiques de génocide : on coupe

les mains, les oreilles, on brûle les villages.

Existe-t-il des textes exterminatoires ?

Pas dans la colonisation française, ni léopoldienne, à ma connaissance. Mais dans l'Allemagne de Guillaume II, il y a des discours enflammés qui évoquent la destruction d'une race : nous sommes dans la problématique du génocide.

(1) Elikia M'Bokolo est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris, Professeur d'histoire à l'université de Kinshasa, président du comité scientifique de l'Histoire générale de l'Afrique (Unesco). Interview publiée dans *Le Monde*, 27 septembre 1999.



⇒ Bien sûr, il y a un droit aux réparations pour les dommages commis, mais le début de la réparation, je pense que c'est ça : il faut commencer par reconnaître les premiers massacres liés à la conquête du pays, qui n'a pas été pacifique. Le général Henry de la Lindi ne porte pas ce nom par hasard. Cela renvoie à une guerre qu'il a menée au bord d'une rivière appelée Lindi, où il y a eu de nombreux massacres. Il y a une série de massacres emblématiques de ce type qui peuvent être scientifiquement documentés. La deuxième chose, ce sont les crimes liés à la gestion du Congo par Léopold II : les massacres, les mains coupées, les travaux forcés, les sévices, les maltraitements... Il faudrait chiffrer le nombre de morts liés à cette gestion, au moins dé-

terminer une fourchette. La Belgique est sans doute le seul Etat colonial occidental à ne pas avoir reconnu les massacres qu'il a perpétrés. Elle cache sous de faux airs débonnaires une prise de position extrêmement réactionnaire sur cette question. Il faut également aborder la question des assassinats ciblés. Lorsque l'Etat belge a repris la colonie, il y a eu des grèves. L'indépendance n'a pas été donnée aux Congolais, elle a été arrachée par les Congolais au prix du sang. Bien avant Lumumba, dans les ports, dans les entreprises, dans les villages. En 1959, lors du meeting de l'Abako dans le stade de Léopoldville, on a ordonné de tirer sur des gens. Sans oublier l'assassinat de Lumumba : la Belgique a reconnu une part de responsabilité mais n'a, à ce jour, toujours pas appliqué les recommandations de sa commission parlementaire d'enquête.

L'exploitation économique du Congo mérite également d'être abordée, notamment la question du travail forcé ou encore de la dette odieuse que la Belgique a imputée

L'indépendance n'a pas été donnée aux Congolais, elle a été arrachée par les Congolais au prix du sang.

au Congo au moment de son indépendance, laquelle a été évaluée à l'équivalent de 35 milliards d'euros.

Concernant les statues et monuments coloniaux, nous ne demandons pas leur démantèlement. Nous demandons que l'Etat installe devant ces monuments des plaques explicatives pour les contextualiser et exposer la vérité sur ce qui s'est passé.

Comment pensez-vous que les crimes coloniaux belges doivent être qualifiés juridiquement ?

Il y a un débat dans les communautés afro-descendantes et dans la société. Si le travail scientifique apporte la preuve qu'il y a eu une volonté d'exterminer une population en fonction de son origine, avec des plans bien établis, il faudra reconnaître qu'il s'agit d'un génocide. Si les scientifiques arrivent à la conclusion que le concept de génocide n'est pas pertinent pour qualifier ces massacres, nous l'accepterons, mais il devrait s'agir d'une commission scientifique pluraliste, internationale et indépendante, pas uniquement composée de personnes liées à l'Etat belge. Nous n'avons pas pris comme principe de mobiliser la rue pour exiger la reconnaissance des crimes coloniaux. Nous demandons qu'un travail scientifique soit mené au préalable. Mais si nous ne sommes pas entendus, les générations suivantes n'auront sans doute plus notre patience et demanderont, peut-être violemment, la reconnaissance de ces crimes, sans plus attendre un travail d'historiens qui n'aura pas été mis en place à temps. Les responsables politiques belges ont une attitude contradictoire. D'une part, ils dénoncent le communautarisme. De l'autre, ils contribuent au repli communautaire des afro-descendants, en n'acceptant pas la reconnaissance des crimes coloniaux, en ne saisissant pas la main que nous leurs tendons pour

construire une mémoire partagée.

Les universités belges n'ont-elles pas, aujourd'hui déjà, les moyens de faire ce travail d'établissement des crimes coloniaux, sans attendre une décision de l'Etat ? Et n'est-ce pas également un devoir pour les autorités congolaises ?

Nous avons demandé aux responsables politiques que les chaires d'histoire africaine soient réintroduites dans les universités, que des moyens suffisants leurs soient donnés pour développer ces études. Le pouvoir en place au sommet de l'Etat congolais actuel – et c'était pire sous Mobutu – n'a malheureusement aucun intérêt à vulgariser l'histoire, la pensée politique de Patrice Lumumba. Un citoyen qui prend conscience de son histoire, des enjeux politiques de son pays, ne votera plus jamais comme avant. Le gouvernement congolais n'en veut pas. Comme le disait Jean Massongo, en dehors de la brève parenthèse de Lumumba qui voulait construire une véritable nation souveraine, tous ceux qui se sont succédé à la tête de l'Etat congolais ont imité Léopold II. Ils n'ont pas voulu construire un espace commun à ceux qui y vivent, ils ont voulu construire un espace qui leur appartient personnellement. Mobutu, le fils Kabila... : ils appliquent la même conception léopoldienne du pouvoir comme propriété personnelle !

Quelles ont été les réactions des représentants politiques belges aux revendications que vous leur avez présentées en matière de reconnaissance des crimes coloniaux belges ?

Certains partis ont du mal à nous entendre à cause du rôle qu'ont joué leurs prédécesseurs dans la colonisation. Nous avons reçu un accueil très favorable chez Ecolo. Ils n'attendent pas que nous allions le voir, ce sont eux qui nous sollicitent avec des propositions, pour des séances de formation, des initiatives communes. Dans le prolongement de ces échanges,

La Belgique est sans doute le seul Etat colonial occidental à ne pas avoir reconnu les massacres qu'il a perpétrés.

la députée Ecolo Zoé Génot a notamment déposé à la Chambre, à la fin de la législature précédente, une intéressante proposition de résolution « concernant le devoir de mémoire de l'Etat belge à l'égard de son passé colonial au Congo, au Rwanda et au Burundi ». Les rapports avec le CDH sont assez particuliers. Ce parti revendique électoralement sa fibre africaine, mais il a du mal à avancer sur la question qui nous occupe. Lorsque nous avons rencontré leurs représentants, à la fin 2011, ils nous ont donné pour toute réponse qu'il n'y avait déjà pas assez d'heures d'histoire à l'école, qu'ils prenaient bonne note de nos demandes et nous recontacteraient. Nous n'avons à ce jour reçu aucun retour. De surcroît, nous avons ultérieurement eu un accrochage avec Francis Delpérée (CDH) : en résumé, il



L'ŒUVRE LÉOPOLDIENNE AU CONGO

Aymeric de Lamotte (1) : « Un des bienfaits majeurs de l'œuvre léopoldienne au Congo, et peut-être le plus grand, a été de libérer le peuple congolais de l'esclavage des Arabes qui décimait l'Afrique centrale dont la partie orientale du Congo. (...) Certains prétendent, sur base des chiffres avancés par l'Anglais Edmond D. Morel et Adam Hochschild, principales figures de proue de la campagne anti-léopoldienne, que la politique coloniale de notre souverain aurait décimé la moitié de la population du Congo c'est-à-dire près de 10 millions d'individus. Pour ce faire, ils comparent les recensements de la population effectués sous l'Etat Indépendant du Congo (1885-1908 ; propriété privée de Léopold II) avec ceux réalisés sous la période du Congo belge (1908-1960) et se basent sur leurs propres estimations. Ces démarches

mènent à des résultats erronés pour plusieurs raisons. L'absurdité des méthodes de calcul employées est, dans un premier temps, méthodiquement démontrée par certains auteurs dont Jean Stengers. (...) Léopold II n'a, non seulement, jamais envisagé de détruire partiellement le peuple congolais, mais l'a sorti de l'enfer esclavagiste et a interdit l'utilisation de la violence dans l'accomplissement de ses objectifs commerciaux. Quant aux conditions de travail et de vie très rudes de la main-d'œuvre congolaise, quoique très regrettables aujourd'hui, elles n'étaient que le reflet du contexte social et politique européen. ».

(1) Aymeric de Lamotte est conseiller communal (MR) à Woluwe-St-Pierre et avocat. Tribune publiée dans *La Libre* le 22 décembre 2015.

nous a expliqué que les Congolais étaient nostalgiques de la colonisation, qu'ils demandaient le retour des statues de pionniers à Kinshasa, que notre discours était marginal, etc. Au PS, nous avons été reçus en 2011 par de jeunes attachés de cabinet, qui nous ont renvoyés vers une députée en charge des relations internationales... ce qui témoignait d'une certaine incompréhension. Par la suite, le PS a pris l'initiative de nous inviter à sa « journée de l'Afrique », où nous avons pu exposer notre point de vue. Nous avons été invités à leur transmettre un dossier leur exposant notre projet de création d'un institut mémoriel dédié à la mémoire de la colonisation et de ses crimes. Après réception de ce dossier, ils ont réagi de manière abrupte, estimant que cela n'allait « pas marcher, parce que les Africains sont trop divisés ». Nous estimons que c'était un faux prétexte. La communauté maghrébine, pour prendre un autre exemple, n'est pas moins divisée. Le PS n'était pas encore mûr pour entreprendre ce travail, les choses évoluent peut-être depuis. Certains élus PS se sentent concernés par les questions que nous portons et nous contactent ponctuellement. Au MR, nous avons été reçus par Denis Ducarme et François-Xavier De Donnéa. Ils nous ont expliqué que le MR n'avait pas de problème avec les Noirs, et que c'étaient plutôt les Arabes qui en posaient. Concernant les crimes coloniaux, leur point de vue était qu'il fallait regarder vers l'avenir et non vers le passé : ce qui s'est passé est du passé, il ne faut pas le remuer et plutôt parler entrepreneuriat pour que les communautés africaines puissent s'en sortir. Nous avons fait une démarche vis-à-vis du FDF (aujourd'hui Défi), mais elle est restée sans réponse. Nous n'avons pas encore interpellé le PTB, ni les partis flamands, mais nous allons le faire. □

NOTRE CONGO : 80 ANS DE

Les Belges ont-ils été soumis à un lavage de cerveau systématique ?
C'est ce que prétend dévoiler l'ONG Cec à travers son exposition
« Notre Congo ».

Propos recueillis par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

L'exposition « Notre Congo/Onze Kongo, la propagande coloniale belge dévoilée » présente une série de documents iconographiques et audiovisuels datant de la période coloniale belgo-congolaise. A travers l'image et le son, Coopération Education Culture (Cec) propose de comprendre comment les différents canaux de propagande ont autrefois fonctionné pour justifier l'entreprise coloniale. La redondance et la répétition monotone des slogans sont à la source d'un inconscient collectif lié à la colonisation. Cette exposition questionne aussi la persistance des stéréotypes, tant du côté du public belge que congolais. La propagande coloniale a infusé les esprits de générations entières en Belgique et au Congo. Elle a été pour beaucoup, et pendant trop longtemps, la seule perception et représentation de ce que pouvait être le Congo et, plus largement, l'Afrique, à défaut de mieux. L'exposition sera accueillie à l'Université libre de Bruxelles en septembre 2016. Julien Truddaïu, Chargé de projet à Cec présente cette démarche et commente quelques documents.

Ensemble ! Comment votre ONG en est-elle arrivée à monter cette exposition ?

Julien Truddaïu (Cec) : Notre ONG, née à la fin des années 1970, a pour spécificité de considérer que la culture est un moyen de développement. Les fondateurs de Cec étaient des hommes de lettres qui ont découvert la littérature francophone africaine, et qui

exercée sur l'opinion publique pour la faire pencher d'un côté ou d'un autre. Au départ, en 1885, la propagande coloniale belge tentait de pallier le fait que la population belge ne se sentait pas concernée par l'établissement d'une colonie. Coloniser était présenté comme « sauver les Congolais de l'esclavagisme arabe ». Au début, cela est apparu aux Belges comme une entreprise royale bien lointaine, et très éloignée de leurs préoccupations quotidiennes. Du coup, une entreprise de propagande coloniale systématique a été mise en place, qui s'est fortement structurée, notamment dans les années 1930. Elle ne s'est arrêtée qu'avec la décolonisation, et son esprit a perduré encore bien des années après. En 1958, lors de l'Exposition universelle de Bruxelles, neuf pavillons étaient encore concernés par les colonies (Congo, Ruanda, Urundi), et on continuait à y distribuer des brochures expliquant qu'il s'agissait de la « plus belle des colonies », que « ces pauvres Noirs ne s'en sortaient pas », qu'ils avaient eu besoin de l'aide du colon, etc. Cela changeait à peine du discours proposé aux Belges en 1885. Et, aujourd'hui encore, certains citoyens et responsables politiques belges partagent ces opinions...

Qui a été visé par cette propagande : l'ensemble de la population belge ?

Oui et non. La propagande a commencé dès 1872, avant même l'attribution du Congo à Léopold II par la Conférence de Berlin de 1885. Les articles de journaux publiés dès ce moment, et jusqu'en 1920, ne s'adressaient pas à l'ensemble de la population belge. Parce que la population belge n'avait pas massivement accès à la lecture des journaux. Ces articles s'adressaient plutôt à la petite et grande bourgeoisie, pour qu'elle investisse au Congo via les entreprises coloniales, etc. Par contre, lorsqu'on exposait des Congolais à l'occasion des expositions universelles d'Anvers de 1894 ou de Bruxelles en 1897, on touchait alors un très large public, dont on voulait obtenir le soutien à l'entreprise coloniale. Trois millions de personnes se sont pressées à la première expo; plus de neuf millions à la seconde. Ces Expositions universelles et coloniales se sont poursuivies jusqu'en 1958. Tout cela fonctionnait tellement bien que le Parti ouvrier belge (POB), et singulièrement Emile Vandervelde, défendait la colonisation, même s'il critiquait la gestion de la colonie par Léopold II. Par ailleurs, la propagande belge a été largement utilisée pour convaincre la population de financer l'envoi de missionnaires afin de soi-disant

La propagande voulait convaincre la population de financer l'envoi de missionnaires afin de « civiliser » les Congolais.

ont eu envie de la faire connaître. Très vite, ils ont été confrontés aux stéréotypes des Belges sur les Africains. Ils ont dès lors commencé à interroger la propagande coloniale belge comme l'une des sources de ces stéréotypes. C'est ainsi qu'une première exposition, intitulée, « 100 ans de regards des Belges », a été organisée en 1985. L'exposition « Notre Congo, Onze Kongo », centrée sur la propagande, a été créée à la fin des années 1990, avant d'être actualisée, en 2012, et enrichie à partir de nouveaux documents.

Qu'est-ce que vous entendez exactement par « propagande coloniale » ?

La propagande consiste en une action systématique

LAVAGE DE CERVEAUX

éduquer et civiliser les Congolais.

Qui organisait cette propagande ?

Principalement les trois pouvoirs de cette colonisation belge : l'Etat, les entreprises et l'Eglise. De son côté, l'Etat allait petit à petit structurer les choses : l'Etat indépendant du Congo, sous l'égide de la couronne, jusqu'en 1908, l'Etat belge par après. Sous Léopold II, un bureau de propagande coloniale basé à Bruxelles, rue Brederode, ne s'occupait que de cela. On sait au-

L'Etat, les entreprises et l'Eglise ont été les trois piliers de la propagande coloniale.

jourd'hui que Léopold II a arrosé financièrement la presse belge pour faire taire les critiques et les échos des campagnes internationales menées contre ses crimes. Récemment, cet épisode a été raconté dans *Le Bureau des reptiles*, un roman bien documenté de Marcel-Sylvain Godfroid. Lorsque l'Etat belge a repris le Congo, cette fonction a été transférée à un « service de propagande » du ministère des Colonies. Que faisait-il ? Il entretenait d'excellentes relations publiques, via l'Union de la Presse belge, défendait l'image de la colonie au sein de la presse, fournissait des articles prémâchés, etc. La présence des Congolais et des colonies aux expositions universelles ou coloniales, qui ont marqué la population de l'époque, étaient également organisées avec le concours l'Etat, via le ministère des Colonies. Ce dernier répondait également aux très nombreuses écoles qui s'adressaient à lui pour recevoir du matériel didactique pour aborder ce sujet dans l'enseignement. Des brochures didactiques leur étaient envoyées. On subissait la propagande coloniale dès le plus jeune âge, et une importante correspondance peut encore être consultée à ce sujet au sein des archives du ministère des Colonies. Petit à petit, ce service de propagande s'est étoffé. Il a utilisé les différents types de médias, au gré de leur apparition : la photo, puis la radio, le cinéma, etc. Après la Seconde Guerre mondiale, ce service de propagande a été détaché du ministère et a pris la forme d'une association paraétatique, le Centre d'Information et de Documentation du Congo Belge et du Ruanda-Urundi (CID) puis, ultérieurement, Infor Congo.

Les grandes entreprises représentent le deuxième pouvoir colonial à s'être impliqué dans la propagande. Avec leurs canaux de diffusion propres : les emballages, les beaux livres de commémoration, les cartes à collectionner, etc. A partir des années 1920, a commencé la grande époque des chromos, des images à collectionner, diffusées par exemple avec les chocolats Jacques. Aujourd'hui, on a les images Panini avec les joueurs de ↗

1900. Morts en héros pour la civilisation

Il s'agit d'une statue initialement érigée en 1900 à Blankenberge, toujours visible aujourd'hui sur la digue. Elle porte une inscription indiquant qu'elle a été érigée en mémoire de « De Bruyne et Lippens – Morts pour la civilisation ». Encore aujourd'hui, le site web de la commune précise que la statue évoque l'histoire de Lippens et De Bruyne, « deux militaires, morts héroïquement, en 1892, durant la lutte contre le commerce d'esclaves au Congo, prisonniers des Arabes. Le sergent De Bruyne préféra rester auprès du lieutenant Lippens, malade, plutôt que de s'enfuir ». La légende coloniale à laquelle la statue fait allusion, abondamment diffusée à l'époque, notamment dans les écoles, s'inscrit dans le plan global de communication de Léopold II pour vendre son entreprise : les Belges ne vont pas au Congo pour s'approprier l'ivoire ou les ressources minières, mais pour apporter la civilisation aux pauvres Congolais et les libérer de « l'esclavagisme arabe ». A la fin de la Première Guerre mondiale, les Allemands emportèrent les statues de bronze pour les fondre et en faire des boulets. Une nouvelle souscription fut lancée et la statue érigée à nouveau. Le sculpteur ajouta au pied des deux militaires une femme noire et son enfant, dans une posture exprimant leur reconnaissance aux deux martyrs de l'œuvre coloniale.

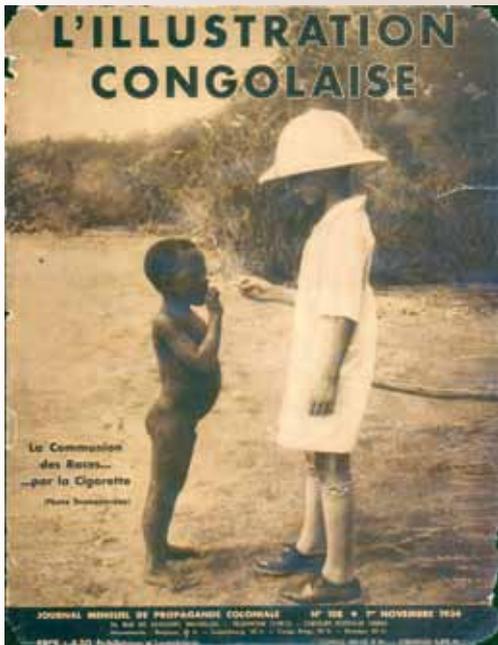


1908. La Belgique civilisatrice

Ce calendrier a été réalisé en 1908, au moment où la Belgique reprend la gestion du Congo des mains de Léopold II. Il s'agit d'un calendrier missionnaire, vendu de porte en porte en Belgique pour financer les missions, et destiné à être affiché pendant un an dans les logements, à une époque où il n'y avait pas du tout la même profusion d'images qu'aujourd'hui. ↗



⇒ Juste en dessous de la figure centrale du Christ, deux personnages à l'allure assurée unissent leurs mains et représentent « l'union sacrée » de l'Eglise et de l'Etat pour la gestion du Congo. D'une part, un militaire représente l'Etat ; de l'autre, un missionnaire représente l'Eglise. Le pouvoir économique est suggéré à l'arrière-plan, par la présence du bateau de commerce. En dessous, trois Congolais sont agenouillés, et tendent leur bras vers le Christ et vers les deux Blancs, dans un geste qui évoque à la fois la reconnaissance et la soumission. Aux poignets, ils portent des bracelets de chaînes brisées. Ils évoquent la libération de « l'esclavagisme arabe » dont les colons belges les auraient prétendument libérés, ce dont les Congolais leur seraient reconnaissants. Cette lecture est clairement renforcée par la figuration d'un « Arabe » à l'arrière-plan, représenté sous les traits évoquant l'« Arabe » du temps des croisades (et donc sans lien réel avec l'histoire congolaise) : il tient des chaînes et s'en va. L'idée qui sous-tend l'image est que le Noir est par lui-même incapable, que la Belgique le libère et lui apporte le progrès. Elle est explicitée dans les mots : « Het beschavend belgenland – La Belgique civilisatrice » qui encadrent le médaillon de Léopold II, tout au bas de l'image.



1934. La Communion des Races... par la Cigarette

Il s'agit de la couverture de 1934 de *L'illustration congolaise*. Cette publication se présente elle-même comme un « Journal mensuel de propagande coloniale ». Cela témoigne de l'essor de la photo, et celle-ci a dû marquer les esprits car, à l'époque, on ne rencontre pas ou très peu de Noirs en Belgique. La photo met en scène un enfant noir et un enfant blanc. Tout les oppose : l'enfant noir est nu ; l'enfant blanc est habillé. Il porte des vêtements blancs et arbore un casque colonial trop grand pour lui, symbole du pouvoir. L'enfant blanc est plus grand, il incline la tête vers le noir, plus jeune. Le blanc initie, donne la

⇒ foot ; à l'époque, on collectionnait les images coloniales ethniciantes et racistes.

Le troisième pouvoir impliqué, c'est l'Eglise. Pour financer ses missions, l'Eglise a vendu un tas d'images, de cartes postales, des calendriers. A cette époque, il n'y avait pas de télévision : ces images étaient donc beaucoup plus marquantes pour la population qu'elles ne le seraient aujourd'hui.

L'école a également contribué de manière très importante au formatage des cerveaux selon les canons de la propagande coloniale. Les manuels scolaires en ont porté la trace. Des études remarquables ont été réalisées à la fin des années 1980 sur l'image des colonies dans les manuels d'histoire et de géographie utilisés en

L'idée selon laquelle il y a eu des « abus » sous Léopold II, mais qu'à part ça, c'était « la plus belle des colonies » subsiste encore.

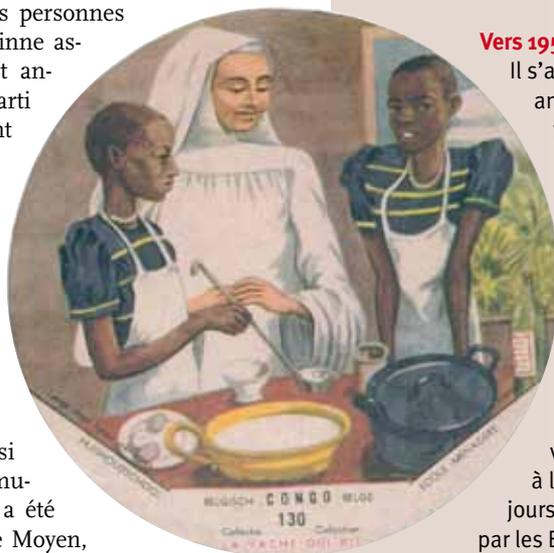
Belgique. Elles établissent que les mêmes clichés ont été diffusés à travers les écoles sans interruption, et ce au moins jusqu'en 1984 ! Par ailleurs, les universités ont également participé au système, et avant tout, à partir de 1920, l'Université coloniale de Belgique (Anvers), qui était chargée de fournir les cadres administratifs. Toutes les théories sur la supériorité de la race blanche par rapport à la race noire ont été en vogue dans les universités belges. On dispose de témoignages précis : lorsque les coloniaux partaient en mission après une formation à l'Université coloniale, ils étaient convaincus que les Noirs avaient l'âge mental d'un enfant de dix ans !

Cette propagande a-t-elle été confrontée à un discours opposé à la colonisation, ou à la dénonciation de ses crimes ?

Au niveau international, oui. Dès 1897, Léopold II a dû affronter une campagne internationale de dénonciation de ses « exactions » au Congo, menée notamment à partir de l'Angleterre. Que cette campagne ait, ou non, rencontré les intérêts d'un impérialisme concurrent n'enlève rien à la véracité des crimes dénoncés notamment dans le Rapport Casement de 1905. Cela a débouché sur la cession, par le roi, de « sa » colonie congolaise à la Belgique. Dès la reprise du Congo par la Belgique, et dans l'entre-deux guerres, il y a eu une profusion de propagande coloniale qui semblait répondre aux attaques de la fin de l'ère léopoldienne. Le Congo se trouvait partout : le matin, sur la table avec les images du petit-déjeuner ; dans les « Unes » des journaux qui évoquaient le Congo ; dans les entreprises, qui avaient souvent un lien avec la colonie, etc.

Suite à la campagne internationale, un débat sur les mains coupées et la gestion des colonies s'est également tenu à la Chambre. Mais ce qui est étonnant, c'est que sur les trois quarts de la période coloniale, il n'y a pratiquement pas eu d'opposition de principe au colo-

nialisme en Belgique. On trouve bien ce type de prise de position dans des courriers privés de missionnaires ou simples citoyens de bonne foi, mais pas dans des journaux, ni sur la place publique. En France, en 1931, une série d'artistes (André Breton, Paul Eluard, Georges Sadoul, Aragon, René Char, etc.) ont diffusé un tract à l'entrée de l'Exposition coloniale parisienne, invitant de façon argumentée le public à ne pas la visiter. Mais il n'y a rien eu de tel en Belgique. Il faudra attendre les années 1950 pour voir des personnes comme le socialiste André Glinne assumer un discours nettement anticolonial en Belgique. Le Parti communiste belge a également adopté une ligne anticoloniale après la Seconde Guerre mondiale. La presse communiste a alors été interdite au Congo belge ; les membres du Parti communiste ont fait l'objet d'une surveillance policière en Belgique et au Congo, et des barbouzes s'en sont pris à certains responsables communistes. Ce n'est pas un hasard si l'assassinat du dirigeant communiste Julien Lahaut, en 1950, a été perpétré par le réseau d'André Moyen, qui bénéficiait d'un soutien financier de Brufina, une grande entreprise liée à la colonie.



La Belgique a-t-elle tourné la page de la justification de sa colonisation ? Quelles ont été les réactions à votre exposition ?

En Belgique, on en reste encore souvent à l'idée qu'il y a eu des « abus » sous Léopold II, mais qu'à part ça, c'était « la plus belle des colonies ». On évoque « les aspects positifs à la colonisation ». Pourtant, Les Belges oublient un peu vite, par exemple, que, jusqu'à la fin, le Congo a été soumis à un apartheid de fait. Les villes avaient été conçues pour séparer la ville « blanche » de la ville indigène. A 18 heures, les indigènes qui travaillaient pour les Blancs étaient appelés à rentrer chez eux. A 21 heures, on éteignait les lumières dans la « cité indigène ». Quand un Congolais voulait acheter un morceau de boudin dans une charcuterie blanche, il n'était pas question pour lui de rentrer dans le magasin : on le servait à l'extérieur à travers une petite fenêtre...

Notre exposition a reçu des réactions en sens divers. Du côté positif, nous avons bénéficié d'un financement de la part de la Direction générale de la Coopération au développement, de la Chancellerie du Premier ministre de l'époque, de la Ville de Bruxelles, etc. Cela témoigne d'un certain soutien, et d'une ouverture de la part des pouvoirs publics. C'est le signe d'un changement de mentalité. De l'autre côté, nous avons fait l'objet de réactions hostiles de la part du lobby colonial : des demandes d'interdiction de l'expo ont été formulées, mais elles sont restées sans suite. L'exposition fait débat, c'est bien là l'une de ses raisons d'être ! Nous ne prétendons pas présenter la vérité sur la colonisation. Nous souhaitons surtout que le public discute de ces images, réfléchisse à cette propagande, sorte du non-dit et de l'amnésie. □

⇒ cigarette et le feu au petit Noir, lui apprend à fumer (à l'époque fumer n'est pas réprouvé mais un signe de passage à l'âge adulte). Toutefois les enfants ne se touchent pas. La légende de l'image « La Communion des Races... par la Cigarette » relève d'une forme d'humour grinçant de l'époque. La photo est un gag : il n'est en réalité pas question de communion des races...

Vers 1950. Ecole ménagère

Il s'agit là d'une image qui date des années 1950, qui se trouvait au fond d'une boîte de fromage « La Vache qui rit ». A l'époque, les enfants collectionnaient ces chromos et se les échangeaient. Ici, on nage en pleine allégorie du paternalisme colonial : la religieuse, au centre, apprend l'art ménager – c'est-à-dire l'art de la cuisine occidentale - aux petites Congolaises. L'idée véhiculée, ici particulièrement à l'attention des enfants, est toujours que les Congolais sont civilisés par les Belges.

De 1876 à nos jours. Le Conservatoire africain

Le *Conservatoire africain*, est une confrérie de bourgeois bruxellois qui font œuvre de charité au bénéfice des crèches de la reine. Déguisés en rois nègres de pacotille, ils récoltent des fonds une fois par an, en faisant la quête dans les restaurants bruxellois. Le site web les présente de la façon suivante : « Depuis 1876 les "Noirauds", à l'époque du carnaval, parcourent les rues de Bruxelles et de ses environs. Ils en visitent les restaurants dans le but de collecter au profit de l'enfance en difficulté. Le costume (haut de forme blanc, habit noir, pantalons bouffants de couleur vive, chaînes et breloques clinquantes et visage noirci) est certes spectaculaire, mais il a pour but de se faire remarquer dans la bonne humeur pour remplir les trons en forme de poupée noire. Ce costume a une histoire : lors de notre création en 1876, nous sommes en pleine période de découverte de l'Afrique, et c'est ainsi que l'imagination populaire se représente les notables africains. » Parmi ces « noirauds » ainsi grimés, on trouve Philippe de Belgique (avant qu'il ne devienne roi), Didier Reynders (en 2015, il était ministre des Affaires étrangères), etc. L'idée que représenter de la sorte des personnes noires puisse poser problème ne leur effleure apparemment pas l'esprit...



BAYAYA CONTRE L'ALIÉNATION

Pour Mireille-Tsheusi Robert, de l'ASBL Bamko-Bayaya, l'exclusion qui frappe les jeunes Belgo-Africains est directement liée aux non-dits postcoloniaux. Interview.

Propos recueillis par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Bayaya : en lingala, *yaya* signifie « aîné », *ba* étant le pluriel. Lors d'un récent colloque au parlement francophone bruxellois, Mireille-Tsheusi Robert a interpellé les responsables politiques sur « les conséquences psycho-sociales des non-dits postcoloniaux pour les jeunes Belgo-Africains », notamment à partir des résultats d'une enquête qu'elle avait menée auprès de 75 jeunes Bruxellois dans le cadre de l'ASBL Bayaya.

Ensemble ! : D'où est partie votre démarche ?

Mireille-Tsheusi Robert : Sous sa forme actuelle, l'association Bamko-Bayaya est née 2002, à l'occasion du meurtre d'un jeune Belgo-Africain dans le quartier de Matonge (Ixelles) et à l'initiative de parents. L'objectif était d'accrocher les jeunes (entre 11 et 25 ans), de les accompagner, de dresser un état des besoins et de les aider à s'insérer dans les structures existantes. On a

Congolais), il est apparu que ces jeunes tenaient un discours extrêmement négatif sur l'Afrique, les Etats africains, leurs parents, sur eux-mêmes. Ils exprimaient un certain nombre de stéréotypes que j'ai recensés. C'étaient les mêmes que ceux relatifs aux Africains répertoriés par d'autres chercheurs dans l'ensemble de la population belge. Les jeunes avaient tout simplement intégré les stéréotypes racistes qui existent dans la société, et qui sont issus de la propagande coloniale : les Noirs sont toujours en retard, ils ne sont pas capables de concevoir un projet à long terme, ils n'ont pour eux que la force physique, ils ne sont pas très intelligents, ils sont là pour amuser, pour faire du sport, pour danser, ils restent entre eux. Tout cela fondait une estime d'eux-mêmes extrêmement faible. Cette étude a permis de faire ce constat intéressant : les jeunes qui ont grandi en Afrique et sont arrivés chez nous à l'âge d'environ 17-20 ans n'avaient pas intégré les stéréotypes racistes affectant ceux qui ont été élevés ici. Ces stéréotypes ont donc bien été acquis à travers la socialisation en Belgique. L'enquête a également révélé que la colère des jeunes, leur défaitisme, leur désespoir, sont liés à une découverte : celle de l'histoire coloniale, qu'ils reçoivent dans son appréhension macabre. Quand ils rencontrent les discriminations et le racisme, ils se posent des questions sur leur origine. Immanquablement, ils tombent sur l'histoire coloniale, que ce soit par internet ou par des discussions. Ils lient alors leur humiliation actuelle à l'humiliation coloniale. Le non-dit qui règne à ce sujet, tant dans les familles qu'à l'école, rend pour eux la désillusion, le choc et la révolte d'autant plus rudes. En parler leur aurait permis de s'y préparer. Beaucoup de jeunes ne savent pas exactement ce qu'est la colonisation, confondent colonisation et esclavage. Ils ne se figurent la colonisation que par bribes, en ne retenant souvent que les aspects les plus durs : les crimes, l'exploitation par la Belgique. Les crimes coloniaux leur apparaissent comme quelque chose qu'on leur aurait caché, et qu'ils découvrent seulement par effraction, ce qui rend la chose d'autant plus douloureuse pour eux.

Cette histoire de la colonisation n'avait-elle pas été abordée avec ces jeunes à travers l'école, leur famille ou le monde associatif ?

Je me souviens d'une jeune fille de 17 ans qui m'a répondu : « Je sais de la colonisation ce que mon professeur d'histoire m'en a dit... et il n'en a pas parlé. » Au cours de mes interviews, je n'ai rencontré qu'un seul jeune qui m'ait indiqué avoir abordé la colonisation dans son cours d'histoire à l'école, et ce jeune m'a précisé qu'après quelques minutes son professeur

**Les familles ne parlent pas.
Elles ne racontent pas aux jeunes
l'histoire de leur humiliation.**

commencé à jouer les pompiers car, à ce moment-là, le phénomène des « bandes urbaines africaines » battait son plein : il fallait stopper les bagarres, les tueries. Après, nous avons mis sur pied des projets de fond : du soutien scolaire individualisé ainsi que des projets de revalorisation identitaire. En effet, les jeunes exprimaient des problèmes identitaires, et nous avons ressenti le besoin de réaliser une enquête pour mieux les cerner. J'ai donc mené une série d'entretiens avec des jeunes, en leur posant des questions très précises sur ce qu'ils pensaient de la Belgique, de leur identité, de leurs parents, de la politique, ou sur la façon dont ils se voyaient eux-mêmes, comment ils se projetaient dans l'avenir, etc. Mon fil rouge était de comprendre pourquoi ils en arrivaient à se poignarder entre eux. Pourquoi cette violence était-elle à la fois gratuite et intra-raciale ? Ces faits se passaient en effet surtout entre jeunes Noirs (et non pas vis-à-vis de Blancs ou de Maghrébins) pour des raisons aussi futiles que « Tu m'as regardé de travers », « Tu es passé dans mon quartier ». Il y avait également un certain nombre de viols collectifs, qui visaient essentiellement des filles africaines. Au fil des entretiens (réalisés majoritairement avec des

POSTCOLONIALE

était passé à un autre sujet. Quand les jeunes sont dans l'enseignement technique ou professionnel, ils n'ont pas de cours d'histoire et ne savent absolument rien. J'ai été étonnée de rencontrer une minorité de jeunes Congolais (de 14 à 15 ans) qui ignoraient totalement que la Belgique avait eu des colonies. Quant aux familles, elles n'en parlent pas. Elles ne racontent pas l'histoire de leur humiliation. Ce sujet est frappé d'un non-dit familial très fort, que les familles ne vivent pas en tant que tel mais plutôt comme un « pas-besoin-de-dire » : pas utile, pas valorisant. Certains parents prennent la peine de prendre leur enfant par la main et de bien leur expliquer les choses, mais c'est loin d'être une majorité. Les seules sources auxquelles ont accès les jeunes, ce sont les copains et internet.

Votre association a-t-elle développé des projets pour faire changer les choses ?

Nous avons fait le choix de ne pas développer d'activités occupationnelles. Dans le contexte de cette problématique des bandes urbaines, nous avons proposé aux autorités communales de soutenir des projets de formation des jeunes, dont une bonne partie consacrée à la question de l'histoire coloniale, au travail sur l'estime

de soi et au développement personnel. Ces projets ont souvent été transformés par les autorités communales, pris en charge par d'autres acteurs et remis dans un cadre classique d'encadrement de la jeunesse : jouer à la balle, faire des voyages à l'étranger, voir du monde... Ce type de projet n'est pas en soi négatif. Mais, même s'il y a des échanges intéressants avec d'autres, est-ce que le fait d'amener ces jeunes dans des villas sous le soleil règle beaucoup de choses ? Nous avons quand même mené nos projets propres, avec assez peu de subventions. Nous avons cependant bénéficié d'un vrai soutien de la part d'une ministre de la Jeunesse très courageuse, qui a pris quatre heures pour écouter dans le détail nos constats et notre projet. Nous avons également mis en place le projet « Sinda Safari » : tous les deux ans, nous partons avec un groupe de jeunes au Congo, où nous combinons un retour à leur racines et l'exploration de la possibilité, pour eux, d'y développer des affaires. Par exemple, nous leur faisons découvrir un site comme Kamba, qui est lié à la fois à une dimension spirituelle et à l'histoire d'une résistance face à la colonisation. Nous leur montrons que, contrairement à l'image qu'en donne une certaine histoire officielle, le colonisateur a dû affronter une série de résistances, de révoltes, de mutineries. L'autre volet est d'ouvrir le jeune aux possibilités de trouver de l'emploi à l'étran-

ger. Au vu des discriminations existantes sur le marché de l'emploi, je ne peux plus dire les yeux dans

les yeux à de jeunes Belgo-Africains : « Etudiez, faites tout

bien comme il faut, et tout se passera bien, vous aurez un travail et vous serez respectés. » Je ne leur

dis pas qu'ils n'y arriveront pas, je leur dis simple- ☞



La socialisation des jeunes Belgo-Africains les amène parfois à penser parfois comme des Belges racistes.

⇒ ment ceci : « Prenez votre diplôme, et si ça ne va pas ici, sachez que le monde est vaste, il faut bouger ! » Je connais des jeunes qui, après avoir traîné ici pendant des années après leurs études, sans trouver d'emploi, sont partis au Canada et en ont décroché un en trois semaines. Nous avons également développé des activités d'école de devoir, mais nous avons dû y mettre fin, faute de budget.

Avez-vous interpellé les directions d'école par rapport aux problèmes identitaires des jeunes Belgo-Africains, à l'enseignement de l'histoire coloniale ?

Nous avons eu beaucoup de contacts avec les milieux scolaires, et nous y avons rencontré pas mal d'enseignants engagés pour aider les jeunes, malgré les difficultés. Toutefois, la question de la colonisation n'est pas une thématique abordée à l'école ni en général, ni dans les cours d'histoire. L'impact psychologique de cette histoire pour les jeunes Belgo-Africains est totalement nié et ne fait même pas débat dans les écoles. De surcroît, l'école prétend que tout le monde peut réussir de la même façon, selon les mêmes méthodes, alors que certains jeunes arrivent à l'école le ventre vide, qu'ils y sont victimes de propos racistes, etc. Il peut y avoir de l'ouverture d'enseignants et de directions d'écoles sur la question générale de la pauvreté ou de la fragilité du milieu familial, mais je n'en ai pas rencontré sur les questions identitaires des élèves belgo-africains. Leur approche se focalise plutôt sur l'apprentissage en lui-même et sur les conséquences (« Tu parles mal », « Tu bavardes en classe », « Tu es nerveux ») que sur les causes. Les retours que j'ai reçus de la part des jeunes et des parents concernant les centres psycho-médico-sociaux (PMS), qui devraient les aider, sont souvent mauvais. Ils m'indiquent que trop souvent les PMS cherchent une solution immédiate, sans traiter le problème de fond, ou orientent les élèves vers des métiers stéréotypés.

Quelles sont les conséquences pour les jeunes Belgo-Africains de ces « non-dits postcoloniaux » et des discriminations qu'ils subissent ?

Les jeunes que j'ai rencontrés subissaient une énorme aliénation, notamment culturelle, mais aussi politique par rapport à l'Afrique et aux Africains. Leur socialisation les amène parfois à penser parfois comme des Belges racistes. Lorsque je leur demandais ce qu'ils pensaient des Africains, j'ai notamment reçu cette réponse : ces gens ne savent pas s'organiser, ne savent pas se défendre, se sont laissés faire pendant la colonisation, etc. Au cours de ces interviews, certains se rendaient compte qu'ils s'exprimaient d'une façon raciste sur les Africains, et donc sur eux-mêmes. Ils se trouvent dans un mal-être psychologique, parce qu'ils ont cru en tout ce qu'ils ont entendu de négatif sur les Africains et, en même temps, ils sont ces Africains. Quelle estime d'eux-mêmes peuvent-ils avoir dans ces circonstances ? A l'adolescence, ils font leur propre expérience du

mépris et de la discrimination, ils observent aussi les conditions de vie de leurs aînés, de ceux qui essaient de briser le plafond de verre dans le milieu professionnel, qui font des études. Les jeunes observent où ils en sont dans leur vie, au point de vue matériel. Bien souvent, ils ne sont pas très loin, et la conclusion est que tout cela ne sert à rien !

A l'adolescence, une guerre psychologique s'engage dans leur tête. Ce qu'ils ont appris, vu et expérimenté durant leur socialisation en Belgique les informe sur le peu de valeur des Africains : même s'ils ont le diplôme requis, on ne leur donne pas le poste. Cela les informe sur le rôle futur qu'ils sont censés occuper dans la société : un rôle de subalterne.

Paradoxalement, pour beaucoup de jeunes, entrer dans une bande urbaine, c'est une forme de protection contre la société qui les exclut. En entrant dans la bande, ils intègrent un espace social où ils se trouvent reconnus et respectés. A défaut de pouvoir intégrer la famille de la nation, qui les rejette, ils se recréent, à travers la bande urbaine, une forme de nouvelle famille qui ne les rejette pas. A l'origine, les valeurs de la bande ne reposent pas sur la violence, mais sur la solidarité.

Les bandes urbaines sont une stratégie juvénile pour tenter de répondre à la violence d'Etat systémique, institutionnelle.

La violence est un raté de ce projet. Ces bandes sont une stratégie juvénile pour tenter de répondre à la violence d'Etat systémique, institutionnelle, souvent impersonnelle et diffuse qui les frappe sous forme d'exclusion. Je distingue fondamentalement trois états d'esprit chez ces jeunes. Tout d'abord, il y a les « déprimés », cassés par les discriminations et les non-dits. Ils sont anxieux, défaitistes, ont du mal à verbaliser ce qu'ils ressentent et terminent parfois en hôpital psychiatrique ou dans une bande urbaine. Ensuite, il y a ceux qui sont dans le « déni ». Ils affirment qu'il n'y a pas de discriminations, qu'il suffit de travailler, qu'il n'y a pas tellement de chômage dans la communauté, ni tant de racisme chez les Belges, etc. Mais cette posture fait généralement long feu face à la réalité des discriminations et des obstacles qu'ils rencontrent tout au long de leur parcours. Enfin, il y a les « résilients ». Ceux qui ont pu comprendre qu'il y a un état de violence (ou d'exclusion) raciste en Belgique et une violence d'Etat, que certains estiment être in-intentionnelle. Ceux qui l'acceptent et qui veulent avancer malgré ça. Malheureusement, leur solution consiste à accepter le racisme et s'y adapter au mieux, de manière individuelle. J'aimerais que tous les jeunes poursuivent parallèlement un engagement collectif pour renverser ces stéréotypes racistes dont ils sont victimes. Mais c'est un combat difficile et incertain, dont les résultats éventuels ne peuvent se concrétiser que dans la longue durée. Il a fallu quatre-vingts années de propagande coloniale pour instiller ces idées racistes dans les cerveaux ; il en faudra sans doute le double ou le triple pour les en extirper. □